



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 16ème législature

### AVENIR DE L'ENTREPRISE MG-VALDUNES

Question au Gouvernement n° 1224

#### Texte de la question

#### AVENIR DE L'ENTREPRISE MG-VALDUNES

**Mme la présidente.** La parole est à M. Adrien Quatennens.

**M. Adrien Quatennens.** Monsieur le ministre délégué chargé de l'industrie, MG-Valdunes, anciennement Usinor, est la seule entreprise implantée en France produisant des roues et des essieux ferroviaires, ainsi que des galets utilisés pour la maintenance des écluses. Reprise en 2014 par le groupe chinois MA Steel, l'entreprise a vu ses effectifs chuter de 500 à 340 salariés, répartis entre l'usine de Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, et celle de Leffrinckoucke, près de Dunkerque.

Depuis la reprise, les pertes s'enchaînent – elles se sont établies à 16 millions d'euros rien qu'en 2022 ! Sont en cause le manque d'investissement du repreneur, contrairement à ses engagements, et l'abandon programmé de l'outil industriel, entraînant retards et pénalités. Des salariés m'ont même indiqué que, dès la reprise, le repreneur avait filmé les procédés de production et copié les brevets afin de les transférer vers des sites de production chinois. Une fois sa mauvaise besogne réalisée, l'actionnaire majoritaire a annoncé se retirer du capital de l'entreprise.

Nous sommes confrontés à une prédation industrielle bien connue, face à laquelle les pouvoirs publics restent trop souvent immobiles. Les salariés, par la voix de la CGT, défendent quant à eux un projet chiffré pour sauver MG-Valdunes, qui s'appuie sur une logique de filière réunissant l'ensemble des acteurs du ferroviaire, de la SNCF à Alstom, en passant par les collectivités. Une table ronde pour l'avenir de l'entreprise, associant acteurs privés et collectivités, sera organisée ce jeudi à Bercy avec le ministre délégué, qui y représentera l'État.

On ne peut pas parler de planification écologique – ni davantage de souveraineté industrielle – et, dans le même temps, laisser couler cette entreprise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*) Monsieur le ministre délégué, quels engagements comptez-vous prendre afin d'accompagner efficacement le projet de la CGT pour MG-Valdunes et ses 340 salariés ? (Mêmes mouvements.)

**Mme la présidente.** La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

**M. Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'industrie.** D'abord, la souveraineté industrielle ne se décrète pas ; elle n'est ni un slogan ni un chapitre du petit manuel du trotskiste illustré. (« Oh ! » *sur les bancs du groupe LFI-NUPES.* – *M. Matthias Tavel s'exclame de façon continue.*) La politique industrielle que nous menons depuis six ans a réussi à créer de l'emploi, des entreprises, des usines. Or je tiens à rappeler que vous avez voté systématiquement contre toutes les mesures que nous avons proposées. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NUPES.)

La stratégie industrielle, monsieur le député, c'est celle qui est mise sur pied, dossier après dossier, par tous ceux qui travaillent inlassablement avec l'ensemble des acteurs : les organisations syndicales, que j'ai moi-même rencontrées depuis le début de la reprise de MG-Valdunes, y compris au niveau national ; les actionnaires, que vous détestez tant ; les directions d'entreprise ; les élus locaux, régionaux et nationaux.

Depuis que l'actionnaire a annoncé son désengagement en mai dernier, soit dix ans après son investissement initial, nous avons reçu les salariés à Bercy ; et un mois plus tard, nous les rencontrons de nouveau sur le terrain. Nous avons négocié avec l'actionnaire des primes, des salaires et des commandes qui nous ont permis de gagner du temps pour trouver des repreneurs. Je m'engage à trouver des repreneurs crédibles, capables de s'engager dans l'avenir des sites, ensemble ou séparément ; tous les salariés impliqués dans ce dossier expriment le même souhait. Or je n'ai pour l'instant pas trouvé un tel repreneur ! (*M. Jean-Paul Lecoq s'exclame.*) En revanche, certaines entreprises ont manifesté un réel intérêt pour les sites de Trith-Saint-Léger et de Leffrinckoucke ; nous nous efforçons d'y donner suite.

En parallèle, depuis les discussions que j'ai eues avec Sophie Binet, présidente de la CGT, et certains élus siégeant sur ces bancs – Fabien Roussel, Paul Christophe et tant d'autres –, nous travaillons avec les parties prenantes, dont Alstom et la SNCF, qui sont au minimum des acheteurs importants qui doivent s'engager. À la demande de Sophie Binet, j'ai organisé une table ronde qui réunira Xavier Bertrand, les représentants des entreprises concernées et ceux de la CGT, de manière à voir si et comment Alstom et la SNCF pourraient nous aider dans ce processus. Bref, sachez que nous travaillons d'arrache-pied et que nous continuerons à le faire jusqu'au bout pour trouver une solution. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.*)

**Mme la présidente.** La parole est à M. Adrien Quatennens.

**M. Adrien Quatennens.** Monsieur le ministre délégué, vous avez récemment lancé aux syndicats qu'on ne gagnait pas tous les combats. Mais encore faut-il les mener ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES. – M. le ministre délégué s'exclame.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Adrien Quatennens](#)

**Circonscription :** Nord (1<sup>re</sup> circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1224

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Industrie

**Ministère attributaire :** Industrie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 18 octobre 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 octobre 2023